

À partir de la lecture de l'article de Dietrich Hoss *Ce qu'il pourra rester du mouvement des Gilets Jaunes ?* publié sur le site [Lundi.am](http://Lundi.am)<sup>1</sup>, il nous semble utile de formuler quelques remarques.

Sur le fond de notre présentation, de ce qu'il faut garder des Gilets jaunes, plusieurs choses vécues de l'intérieur nous ont amené à certaines conclusions et au contraire de ce qui est dit de notre article, nous avons tenté de ne pas noircir le tableau. Oui il y a des traces qui resteront de ce mouvement, et pour illustrer notre position générale à son sujet, on peut se rappeler de la phrase de Horkheimer pour qualifier Adorno et son approche de la critique comme celle d'un « pessimiste théorique et d'un optimiste pratique ». C'est ce que nous avons appliqué dans ce texte qui s'efforçait de faire un premier bilan. Mais il y a des moments où même cet optimisme pratique n'est plus de mise. Et à notre avis nous en sommes là. Il a souvent été reproché à *Temps critiques* (surtout côté insurrectionnistes), d'avoir une critique juste, mais « en surplomb », or là, le moins qu'on puisse dire c'est que nous ne sommes pas dans cette position puisqu'à notre connaissance, nous sommes le seul groupe « extérieur » à avoir opéré de manière affichée à l'intérieur du mouvement des Gilets jaunes.

Il est possible d'évoquer une « nouvelle socialité » qui, certes, nous est apparue comme importante, ce que nous avons appelé la tendance à la communauté des Gilets jaunes, mais elle ne fait pas tout, surtout une fois le mouvement retombant. Il ne s'agit pas de clore des potentialités, mais il est possible de se raccrocher à ce qui se passe réellement comme le permet le Journal de bord<sup>2</sup>. Ce n'est pourtant pas ce à quoi se livre D. Hoss dont l'interprétation apparaît très décalée dans la mesure où elle consiste à adopter une position velléitaire conduisant à vouloir toujours plus alors que le mouvement est maintenant dans une phase où il a épuisé sa dynamique. En outre, l'apport qu'il va chercher auprès des analyses de Marcello nous apparaît bien problématique. En effet, Tari se méprend sur les modalités actuelles de la dynamique du capital et sa marche vers la société capitalisée. Sa notion « d'insurrection destituante » ou encore celle de « communisme destituant » ne tient pas compte de la tendance à la dissolution des institutions de l'Etat-nation. Avec la mise en réseau de l'État, avec la contractualisation et la particularisation des rapports sociaux, les anciennes médiations institutionnelles se résorbent dans une gestion numérisée des individus (cf. les services publics à distance). Sans en tenir compte, Tari combine le dédagisme du mouvement des Places et le territorialisme des ZAD. De cette combinatoire, il réactive les notions passe-partout : « d'insurrection destituante » et de « République constituante », déjà proposées, en vain, dans les années 2000 par certains post-opéraïstes et la revue *Multitudes*. Avec ce que nous avons nommé la « révolution du capital », le capitalisme du sommet ne craint pas les actions « destituantes » puisqu'il les pratique

intensément lui-aussi. (cf. par exemple, Macron et son livre « La révolution » et aussi « les réformes » au niveau théorique, la tendance à la privatisation de la police et de la justice au niveau pratique). Les perspectives tracées par Tari sont bien plus métaphysiques que politiques et restent très éloignées de celles explorées par le mouvement des Gilets jaunes. Revenons-y.

En effet, au sortir d'assemblées générales plus que houleuses il faut poser les limites de ce que nous avons vécues. Aujourd'hui les uns et les autres s'insultent et s'écharpent pour rien ou presque parfois, jusqu'à ce que certains quittent ponctuellement ou définitivement l'AG. Quant à nous, nous n'avons pas quitté les AG malgré l'envie de certains de nos amis de lutte qui nous pressaient de le faire, mais on a subi des pressions dénonçant nos interventions intempestives qui auraient eu pour effet de déstabiliser les personnes à la tribune et on nous a sommés de nous justifier ! Par exemple, sans rentrer dans les détails, car le Journal de bord l'explique, nous sommes attaqués par les ex-Nuit Debout et LFI pour avoir fait exploser le carcan de « leur » AG dans lequel ils se reconnaissaient et qu'ils voulaient imposer à tout un mouvement sur Lyon. Les communicants en herbes étaient bien là avec tout leur langage et codification extrême. Nous avons pu l'expérimenter dans notre participation aux débuts de la commission organisation avec des individus essayant, de bonne foi, de recycler leur formation en sciences humaines (il serait plus juste de dire, en « ressources humaines ») pour gérer le mouvement comme ils gèreraient une start up. Le fait de ne pas les avoir laissé faire est pris comme la plus haute des trahisons, alors que c'est une critique en acte envers une fraction du mouvement (celle qui se rattache aux Assemblées des assemblées) qui pense tout en termes d'affirmation et d'institutionnalisation (cf. le ralliement soudain au RIP), pendant qu'une autre pense radicaliser une pratique d'action directe qui, si elle restait adéquate pendant la phase ascendante du mouvement, en dérive aujourd'hui vers l'immédiatisme activiste (éclatement du groupe du péage TEO et formation d'un groupe « Gilets jaunes-Lyon résistance » dont les tendances clandestinistes le coupent du peu de « combattants » qui restent).

Ceci dit, dans nos écrits nous ne nous sommes jamais étendus sur les dissensions et affrontements entre groupes qui ont parcouru tout ce mouvement. Mais aujourd'hui où nous faisons des manifestations d'à peine cent personnes dont la moitié ne va pas ou plus aux AG et des AG à quatre-vingts dont la moitié des participants ne va plus aux manifestations, ces affrontements sont devenus un problème. Plus rien ne vient donner de l'unité et tout ce qui n'a pu être dépassé auparavant revient comme un boomerang. Les différences d'origine sociale pour ne pas dire de classe font exploser des personnes et l'on est loin des attaques feutrées des universitaires... Il s'agit là d'attaques physiques qui se rajoutent, niveau stress ou « ressenti d'insécurité » à ce que la police nous a fait subir. Comment faire face alors à

des situations où, comme dans la dernière AG départementale on passe d'un soutien à un flic mis à pied du syndicat Vigie police, à des « nique ta mère Castaner » ? Il faut se rendre compte à quel point c'est le grand écart pour des Gilets jaunes dont le problème est de toujours tout vouloir faire tenir ensemble.

Quant à la dimension destituante via M.Tari puisqu'il faut y revenir, en Assemblée Régionale Rhône-Alpes-Auvergne, avec des référents par groupes régionaux, cela a commencé par parler... des élections municipales. Nous faisons en effet face à deux types de municipalisme à l'intérieur du mouvement : celui de l'assemblée des assemblées sur les bases du municipalisme libertaire à la Bookchin, ce qu'on peut qualifier de municipalisme programmatique, hors sol ; et celui des groupes de ronds-points de village qui voient ça comme une prolongation politique et citoyenne du mouvement sur la durée. Des groupes comme celui de Givors sont très en pointe à ce sujet. Ici c'est sur une base de gauche (le délégué de Givors fait aussi partie d'un « CNR-jaune »), mais rien n'empêche de penser qu'il existe son pendant à droite puisque le RIP des aéroports de Paris fait bien unité droite/gauche !

Ce n'est pas la prise à son compte par Hoss de la teneur insurrectionniste en soi du propos de Tari qui est critiquable, mais le fait de donner crédit à l'idée de « l'insurrection destituante », une hypothèse sans rapport avec le mouvement réel des Gilets jaunes et sans référence aux transformations de l'État et du capital.

Pour parler des conditions présentes, beaucoup de protagonistes du Journal de bord, dont nous-même, traversons des moments à souhaiter... que cela s'arrête. La dureté même des échanges après sept mois, dégoûte bon nombre de personnes et crée de vraies défections.

Certes on peut gloser sur notre façon de « clore » le mouvement, mais au contraire c'est lui donner ses lettres de noblesse en lui reconnaissant des points forts sans ignorer ses faiblesses. C'est au contraire bien se situer au niveau de l'Histoire que de différencier la phase où l'évènement s'enracine et parfois fait éclore les plus beaux combats et celle où les fleurs se fanent. Il faut simplement reconnaître que lorsqu'ils ne se transforment pas en autre chose de plus puissant les mouvements sont faits pour mourir.

Pour finir, le temps ne s'arrêtant pas, ces remarques critiques par rapport à notre brochure apparaissent un peu datées et notre nouvelle brochure sur l'historique du droit de pétition indique un devenir de ce qui reste du mouvement dans un sens rien moins qu'insurrectionniste. En effet, l'Assemblée des assemblées de Montceau n'a rien trouvé de mieux que de lancer les Gilets jaunes sur la piste du RIP contre la privatisation de AdP en se rapprochant de l'idéologie CNR (il existe maintenant un « CNR jaune ») et ce n'est pas

l'action du 14 juillet, louable en soi, qui nous fera changer d'avis.

Temps critiques

17 juillet 2019

Notes de bas de page :

1. Ce qu'il pourra rester du mouvement des Gilets Jaunes ? Sur le site de Lundi.am :  
<https://lundi.am/Ce-qu-il-pourra-rester-du-mouvement-des-Gilets-Jaunes>[↔]
2. Accessible à cette adresse : <http://blog.tempscritiques.net/archives/2231>[↔]